



Office of the Inspector General
U.S. Department of Justice

OVERSIGHT ★ INTEGRITY ★ GUIDANCE



**A Review of Various Actions by the
Federal Bureau of Investigation and
Department of Justice in Advance of the
2016 Election**



Executive Summary

A Review of Various Actions by the Federal Bureau of Investigation and Department of Justice in Advance of the 2016 Election

Background

In response to requests from Congress, various organizations, and members of the public, the Department of Justice (Department) Office of the Inspector General (OIG) undertook this review of various actions by the Federal Bureau of Investigation (FBI) and the Department in connection with the investigation into former Secretary of State Hillary Clinton's use of a private email server. Our review included examining:

- Allegations that Department or FBI policies or procedures were not followed in connection with, or in actions leading up to or related to, then FBI Director James Comey's public announcement on July 5, 2016, and Comey's letters to Congress on October 28 and November 6, 2016;
- Allegations that certain investigative decisions were based on improper considerations;
- Allegations that then FBI Deputy Director Andrew McCabe should have been recused from participating in certain investigative matters;
- Allegations that the Department's then Assistant Attorney General for Legislative Affairs, Peter Kadzik, improperly disclosed non-public information and/or should have been recused from participating in certain matters;
- Allegations that Department and FBI employees improperly disclosed non-public information during the course of the investigation; and
- Allegations that decisions regarding the timing of the FBI's release of certain Freedom of Information Act (FOIA) documents on October 30 and November 1, 2016, and the use of a Twitter account to publicize this release, were influenced by improper considerations.

During the course of the review, the OIG discovered text messages and instant messages between some FBI employees on the investigative team, conducted using FBI mobile devices and computers, that expressed statements of hostility toward then candidate Donald Trump and statements of support for then candidate Clinton. We also identified messages that expressed opinions that were critical of the conduct and quality of the investigation. We included in our review an assessment of these messages and actions by the FBI employees.

OIG Methodology

The OIG reviewed significantly more than 1.2 million documents during the review and interviewed more than 100 witnesses, several on more than one occasion. These included former Director Comey, former Attorney General (AG) Loretta Lynch, former Deputy Attorney General (DAG) Sally Yates, FBI agents and supervisors and Department attorneys and supervisors who conducted the investigation, former and current members of the FBI's senior executive leadership, and former President Bill Clinton.

Conduct of the Midyear Investigation

The FBI and Department referred to the investigation as "Midyear Exam" or "Midyear." The Midyear investigation was opened by the FBI in July 2015 based on a referral from the Office of the Intelligence Community Inspector General (IC IG). The investigation was staffed by prosecutors from the Department's National Security Division (NSD) and the U.S. Attorney's Office for the Eastern District of Virginia (EDVA), and agents and analysts selected primarily from the FBI's Washington Field Office to work at FBI Headquarters.

The Midyear investigation focused on whether Clinton intended to transmit classified information on unclassified systems, knew that information included in unmarked emails was classified, or later became aware that information was classified and failed to report it. The Midyear team employed an investigative strategy that included three primary lines of inquiry: collection and examination of emails that traversed Clinton's servers and other relevant evidence, interviews of relevant witnesses, and analysis of whether classified information was compromised by hostile cyber intrusions.

As described in Chapter Five of our report, we selected for examination particular investigative decisions that were the subject of public or internal controversy. These included the following:

- The preference for consent over compulsory process to obtain evidence;
- Decisions not to obtain or seek to review certain evidence, such as the personal devices used by former Secretary Clinton's senior aides;
- The use of voluntary witness interviews;



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

- Décisions de conclure des accords d'immunité «à usage de lettres» ou «Reine d'un jour» avec trois témoins;
- Le recours à des accords de consentement et à l'immunité «d'acte de production» pour obtenir les ordinateurs portables utilisés par les avocats de Clinton (Cheryl Mills et Heather Samuelson) pour «éliminer» ses e-mails personnels et professionnels; et
- Le traitement de l'interview de Clinton le 2 juillet 2016.

En ce qui concerne ces décisions d'enquête, nous avons constaté, comme détaillé au chapitre cinq, que l'équipe de Midyear:

- A cherché à obtenir des preuves chaque fois que possible par consentement, mais a également utilisé un processus obligatoire, y compris des assignations à comparaître au grand jury, des mandats de perquisition et des ordonnances 2703 (d) (ordonnances du tribunal pour des informations de courrier électronique sans contenu) pour obtenir diverses preuves. Nous avons constaté que le

les procureurs ont fourni des justifications de la préférence pour le consentement qui étaient appuyées par la politique et la pratique du Ministère et du FBI;

- A mené des entretiens volontaires avec des témoins pour obtenir des témoignages, y compris de Clinton et de ses principaux collaborateurs, et n'a pas exigé que des témoins témoignent devant le grand jury. Nous avons constaté que l'une des raisons de ne pas utiliser le grand jury pour témoigner était liée à des préoccupations concernant l'exposition des grands jurés à des informations classifiées;
- N'a pas cherché à obtenir tous les appareils, y compris ceux des principaux collaborateurs de Clinton, ou le contenu de chaque compte de messagerie à travers lequel un courrier électronique classifié peut avoir traversé. Nous avons constaté que les raisons pour ne pas le faire étaient fondées sur les limites que l'équipe de Midyear avait imposées à la portée de l'enquête, le désir de terminer l'enquête bien avant les élections et la conviction que les éléments de preuve perdus avaient vraisemblablement une valeur limitée. Nous avons en outre constaté que ces raisons étaient, en partie, en tension avec la réponse de Comey en octobre 2016 à la découverte de courriels de Clinton sur l'ordinateur portable d'Anthony Weiner, le mari de l'ancien chef d'état-major adjoint et assistant personnel de Clinton, Huma Abedin;
- A envisagé, mais n'a pas demandé la permission du Ministère, d'examiner certains documents hautement classifiés qui pourraient avoir inclus des renseignements potentiellement pertinents pour l'enquête de mi-année. L'annexe classifiée de ce rapport décrit plus en détail les informations hautement classifiées, leur pertinence potentielle pour

l'enquête de Midyear, les raisons pour lesquelles le FBI n'a pas cherché à y avoir accès et notre analyse;

- A accordé l'immunité d'utilisation des lettres et / ou l'immunité «Reine d'un jour» à trois témoins en échange de leur témoignage après avoir examiné, comme le prévoit la politique du ministère, la valeur du témoignage du témoin, la culpabilité relative du témoin et la possibilité d'un succès poursuite;
- Utilisé des accords de consentement et l'immunité «d'acte de production» pour obtenir les ordinateurs portables d'abattage utilisés par Mills et Samuelson, en partie pour éviter l'incertitude et les retards d'une éventuelle motion visant à annuler toute assignation à comparaître ou mandat de perquisition. Nous avons constaté que ces décisions se produisaient à un moment où Comey et l'équipe de Midyear avaient déjà conclu qu'il n'y avait probablement pas de poursuites judiciaires et estimaient qu'il était peu probable que l'abattage des ordinateurs portables modifie le résultat de l'enquête;
- A demandé à Clinton ce qui semblait être des questions appropriées et a utilisé des documents pour contester le témoignage de Clinton et évaluer sa crédibilité lors de son entretien. Nous avons constaté qu'à la date de son entretien, l'équipe de Midyear et Comey avaient conclu que les preuves ne soutenaient pas les accusations criminelles (en l'absence d'aveux ou de fausse déclaration de Clinton lors de l'entrevue), et que l'entretien avait peu d'effet sur le résultat de l'enquête; et
- Autorisé Mills et Samuelson à assister à l'entrevue de Clinton en tant qu'avocat de Clinton, même s'ils étaient également des témoins des faits, car l'équipe de Midyear a déterminé que le seul moyen de les exclure était d'assigner à Clinton à témoigner devant le grand jury, une option que nous avons trouvée était pas sérieusement envisagé. Nous n'avons trouvé aucune preuve convaincante que Mills ou

La présence de Samuelson a influencé l'interview de Clinton. Néanmoins, nous avons constaté que la décision de leur permettre d'assister à l'entrevue était incompatible avec la stratégie d'enquête typique.

Pour chacune de ces décisions, nous avons analysé s'il y avait des preuves de considérations inappropriées, y compris de partialité, et aussi si les justifications offertes pour la décision étaient un prétexte à des considérations inappropriées, mais non énoncées.

La question que nous avons examinée n'était pas de savoir si une décision d'enquête particulière était le choix idéal ou une décision qui aurait pu être traitée plus efficacement, mais



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

si les circonstances entourant la décision indiquaient qu'elle reposait sur des considérations autres que le bien-fondé de l'enquête. Si un choix fait par l'équipe d'enquête se situait entre deux ou plusieurs alternatives raisonnables, nous n'avons pas conclu qu'il était inapproprié même si nous pensons qu'une décision alternative aurait été plus efficace.

Ainsi, une détermination par le BIG qu'une décision n'était pas déraisonnable ne signifie pas que le BIG a approuvé la décision ou conclu que la décision était la plus efficace parmi les options envisagées. Nous avons adopté cette approche parce que notre rôle en tant que BIG n'est pas de remettre en question les jugements discrétionnaires valides rendus au cours d'une enquête, et cette approche est cohérente avec la manière dont le BIG a traité ces questions lors des examens précédents.

En entreprenant notre analyse, notre tâche a été rendue beaucoup plus difficile en raison des SMS et des messages instantanés échangés sur les appareils et systèmes du FBI par cinq employés du FBI impliqués dans l'enquête de Midyear. Ces messages reflétaient des opinions politiques en faveur de l'ancienne secrétaire Clinton et contre son adversaire politique d'alors, Donald Trump. Certains de ces SMS et messages instantanés mêlaient commentaires politiques et discussions sur l'enquête de Midyear et soulevaient des inquiétudes quant au fait que les préjugés politiques pourraient avoir eu un impact sur les décisions d'enquête.

En particulier, nous étions préoccupés par les messages texte échangés par le sous-directeur adjoint du FBI Peter Strzok et Lisa Page, avocate spéciale du directeur adjoint, qui pourraient indiquer ou donner l'impression que les décisions d'enquête ont été influencées par des préjugés ou des considérations inappropriées. Comme nous le décrivons au chapitre douze de notre rapport, la plupart des SMS soulevant de telles questions concernaient l'enquête sur la Russie, qui ne faisait pas partie de cet examen. Néanmoins, la suggestion dans certains messages texte liés à la Russie en août 2016 que Strzok pourrait être disposé à prendre des mesures officielles pour influencer sur les perspectives électorales du candidat à la présidentielle Trump nous a amené à remettre en question les décisions d'enquête antérieures de Midyear dans lesquelles Strzok était impliqué et s'il avait pris des actions dans l'enquête de mi-année sur la base de ses opinions politiques. En décrivant le chapitre cinq de notre rapport, nous avons constaté que Strzok n'était pas le seul décideur pour aucune des décisions d'enquête de mi-année que nous avons examinées dans ce chapitre. Nous avons également trouvé des preuves que, dans certains cas, Strzok et Page préconisaient des mesures d'enquête plus agressives dans l'enquête de mi-année,

comme l'utilisation des citations à comparaître et des mandats de perquisition pour obtenir des preuves.

Il y avait manifestement des tensions et des désaccords dans un certain nombre de domaines importants entre les agents de Midyear et les procureurs. Cependant, nous n'avons pas trouvé de preuve documentaire ou testimoniale indiquant que des considérations inappropriées, y compris des préjugés politiques, affectaient directement les décisions d'enquête spécifiques que nous avons examinées au chapitre cinq, ou que les justifications avancées pour ces décisions étaient prétextuelles.

Néanmoins, ces messages jettent un nuage sur la gestion par le FBI de l'enquête de Midyear et la crédibilité de l'enquête. Mais notre examen n'a pas trouvé de preuves permettant de relier les opinions politiques exprimées dans ces messages aux décisions d'enquête spécifiques que nous avons examinées; plutôt, conformément à l'approche analytique décrite ci-dessus, nous avons constaté que ces décisions spécifiques étaient le résultat de jugements discrétionnaires rendus au cours d'une enquête par les agents et les procureurs de Midyear et que ces décisions n'étaient pas déraisonnables. L'impact plus large de ces textes et messages instantanés, y compris sur des questions telles que la perception publique du FBI et l'enquête de Midyear, est discuté au chapitre douze de notre rapport.

Déclaration publique de Comey le 5 juillet

Discussions de fin de partie

Comme nous le décrivons au chapitre six du rapport, au printemps 2016, Comey et l'équipe de Midyear avaient déterminé qu'en l'absence de développement inattendu, les preuves à l'appui d'une poursuite pénale contre Clinton faisaient défaut. Les membres de l'équipe de mi-année nous ont dit qu'ils avaient fondé cette évaluation sur un manque de preuves montrant l'intention de placer des informations classifiées sur le serveur, ou la connaissance que les informations étaient classifiées. Nous décrivons les facteurs dont le Ministère a tenu compte dans sa décision de refuser les poursuites au chapitre sept de notre rapport et ci-dessous.

Comey a déclaré au BIG que, alors qu'il commençait à réaliser que l'enquête risquait d'aboutir à une déclinaison, il a commencé à réfléchir à des moyens d'annoncer sa clôture de manière crédible. Comey a engagé alors DAG Yates dans des discussions en avril 2016 sur la «fin de partie» pour le milieu de l'année

enquête. Comey a déclaré qu'il encourageait Yates à envisager les options les plus transparentes pour annoncer une déclinaison. Yates a dit au BIG qu'en raison de sa



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

des discussions avec Comey, elle pensait que le Département et le FBI annonceraient conjointement toute déclinaison.

Comey a déclaré qu'il avait également dit à Yates que plus ils se rapprochaient des conventions politiques, plus il serait susceptible d'insister pour qu'un avocat spécial soit nommé, car il ne croyait pas que le ministère pourrait annoncer de manière crédible la clôture de l'enquête une fois que Clinton serait le Candidat du Parti démocrate. Cependant, nous n'avons trouvé aucune preuve que Comey ait jamais sérieusement envisagé de demander un avocat spécial; il a plutôt utilisé la référence à un avocat spécial pour tenter d'inciter le ministère à agir plus rapidement pour obtenir les ordinateurs portables de réforme Mills et Samuelson et pour terminer l'enquête.

Bien que Comey se soit engagé avec le Ministère dans ces discussions de «fin de partie», il nous a dit qu'il craignait que l'implication de l'AG Loretta Lynch dans une annonce de déclinaison n'entraîne un «doute corrosif» quant à savoir si la décision était objective et impartiale parce que Lynch avait été nommé, par un président du même parti politique que Clinton. Comey nous a cité d'autres facteurs qui, selon lui, l'avaient fait craindre début mai 2016 que Lynch ne puisse pas participer de manière crédible à l'annonce d'une déclinaison:

- Une instruction présumée de Lynch lors d'une réunion en septembre 2015 de qualifier l'enquête de Midyear de «question» dans des déclarations aux médias et au Congrès, que nous décrivons dans le chapitre quatre de notre rapport;
- Les déclarations faites par le président de l'époque Barack Obama au sujet de l'enquête de Midyear, qui sont également examinées au chapitre quatre; et
- Des inquiétudes concernant la fuite de certaines informations classifiées mentionnant Lynch, que nous décrivons au chapitre six et dans l'annexe classifiée.

Comme nous en discutons ci-dessous et dans le chapitre six de notre rapport, la rencontre entre Lynch et l'ancien président Clinton le 27 juin 2016 a également joué un rôle dans la décision de Comey de faire une déclaration unilatérale.

Comey n'a soulevé aucune de ces préoccupations auprès de Lynch ou de Yates. Au contraire, à leur insu, Comey a commencé à envisager la possibilité d'une déclaration publique réservée au FBI fin avril et début mai 2016. Comey a déclaré au BIG qu'une déclaration publique distincte était justifiée par le «déluge de 500 ans» dans lequel le FBI a trouvé lui-même, et qu'il a pesé la nécessité de préserver la crédibilité et l'intégrité du Ministère et

FBI, et la nécessité de protéger «un sens de la justice plus largement dans le pays - que les choses soient justes, pas fixées, et qu'elles soient faites de manière indépendante».

Ébauche de déclaration de Comey

Le projet de déclaration initiale de Comey, qu'il a partagé avec la haute direction du FBI le 2 mai, a critiqué le traitement par Clinton des informations classifiées comme étant «grossièrement négligent», mais a conclu que «aucun procureur raisonnable» ne porterait une affaire basée sur les faits développés dans l'enquête de Midyear. Au cours des 2 mois suivants, le projet de déclaration de Comey a subi divers changements linguistiques, notamment les suivants:

- La description du traitement par Clinton des informations classifiées est passée de «grossièrement négligente» à «extrêmement imprudente»;
- Une déclaration selon laquelle le simple volume d'informations classifiées comme secrètes étayait une inférence de négligence grave a été supprimée et remplacée par une déclaration selon laquelle les informations classifiées qu'ils ont découvertes étaient «particulièrement préoccupantes parce que tous ces e-mails étaient hébergés sur des serveurs non pris en charge par du personnel à plein temps.»;
- Une déclaration selon laquelle le FBI a estimé qu'il était «raisonnablement probable» que des acteurs hostiles aient eu accès au serveur de messagerie privé de Clinton a été remplacée par «possible». La déclaration a également reconnu que l'enquête du FBI et son analyse médico-légale n'ont pas trouvé de preuve que les systèmes de serveur de messagerie de Clinton étaient compromis; et
- Un paragraphe résumant les facteurs qui ont conduit le FBI à évaluer qu'il était possible que des acteurs hostiles aient accédé au serveur de Clinton a été ajouté, et à un moment donné, a fait référence à l'utilisation par Clinton de son courrier électronique privé pour un échange avec le président Obama alors qu'il se trouvait sur le territoire d'un adversaire étranger. . Cette référence a été changée plus tard en «un autre haut fonctionnaire du gouvernement» et a finalement été omise.

Chaque version de la déclaration critiquait le traitement par Clinton des informations classifiées. Comey nous a dit qu'il incluait des critiques sur la conduite non accusée de l'ancienne secrétaire Clinton parce que «une transparence inhabituelle... était nécessaire pour une situation sans précédent», et qu'une telle transparence «était la meilleure chance que nous ayons d'avoir le peuple américain convaincu que le système judiciaire fonctionne [.] »



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

D'autres témoins ont déclaré au BIG que Comey avait inclus cette critique pour éviter de donner l'impression que le FBI «laissait [Clinton] se tirer d'affaire», ainsi que pour «envoyer un message [e]» au personnel du FBI pour souligner que les employés être sanctionné pour une conduite similaire et faire la distinction entre l'enquête Clinton et les cas d'autres personnalités publiques qui avaient été poursuivies pour des infractions de mauvaise gestion.

La réunion sur le tarmac et son impact sur la déclaration de Comey

Le 27 juin 2016, Lynch a rencontré l'ancien président Clinton dans l'avion de Lynch, qui était stationné sur le tarmac d'un aéroport de Phoenix. Cette réunion n'était pas planifiée et le personnel de Lynch a déclaré au BIG qu'ils n'avaient reçu aucun avis indiquant que l'ancien président Clinton prévoyait de monter à bord de l'avion de Lynch. Lynch et l'ancien président Clinton ont déclaré au BIG qu'ils n'avaient pas discuté de l'enquête de Midyear ou de toute autre enquête du Département au cours de leur conversation. Le chapitre six de notre rapport décrit leur témoignage sur la substance de leur discussion.

Lynch a déclaré au BIG qu'elle devenait de plus en plus préoccupée au fur et à mesure que la réunion «continuait», et a déclaré «que c'était une conversation trop longue à avoir». À la suite de cette rencontre, Lynch a obtenu du Bureau d'éthique du Ministère un avis d'éthique selon lequel elle n'était pas tenue de se récuser de l'enquête de mi-année et elle a décidé de ne pas se récuser volontairement non plus. En prenant cette décision, Lynch a déclaré au BIG que se retirer créerait une fausse impression qu'elle et l'ancien président Clinton avaient discuté de sujets inappropriés, ou que son rôle dans l'enquête de mi-année était en quelque sorte plus grand qu'il ne l'était.

Le 1er juillet, lors d'un entretien avec un journaliste, Lynch a déclaré qu'elle ne se refusait pas de l'enquête de mi-année, mais qu'elle «s'attendait pleinement à» accepter la recommandation des agents de carrière et des procureurs qui ont mené l'enquête, «comme est le processus commun.» Ensuite, dans une question de suivi, Lynch a déclaré: «Je serai informé [des résultats] et j'accepterai leurs recommandations.» Les déclarations de Lynch ont créé une confusion considérable dans le public quant au statut de sa participation continue à l'enquête de Midyear.

Bien que nous n'ayons trouvé aucune preuve que Lynch et l'ancien président Clinton aient discuté de l'enquête de Midyear ou se soient engagés dans d'autres discussions inappropriées lors de leur réunion sur le tarmac, nous avons également constaté que le fait que Lynch n'avait pas reconnu le problème d'apparence créé par la visite de l'ancien président Clinton et pris des mesures pour couper le

visite courte était une erreur de jugement. Nous avons en outre conclu que ses efforts pour répondre à la réunion en expliquant quel serait son rôle dans l'enquête à l'avenir créaient de la confusion dans le public et ne réglaient pas adéquatement la situation.

Comey a déclaré au BIG qu'il était «à 90% là-bas, comme très probablement» pour faire une déclaration publique distincte avant la réunion sur le tarmac, mais que la réunion sur le tarmac «a fait pencher la balance» pour se décider à aller de l'avant avec son propre public déclaration.

La décision de Comey de ne pas informer la direction du département

Comey a reconnu qu'il avait pris la décision consciente de ne pas informer les dirigeants du Ministère de son intention de faire une déclaration distincte, car il craignait qu'ils ne lui ordonnent de ne pas le faire. Il a également reconnu qu'il avait pris cette décision lorsqu'il avait conçu pour la première fois l'idée de faire la déclaration, alors même qu'il continuait de faire participer le Ministère à des discussions sur la «fin du jeu» de l'enquête.

Comey a admis qu'il avait caché ses intentions au Département jusqu'au matin de sa conférence de presse le 5 juillet, et a demandé à son personnel de faire de même, afin de rendre impossible pour la direction du Département de l'empêcher de faire sa déclaration. Nous avons trouvé qu'il était extraordinaire et insubordonné de la part de Comey de le faire, et nous n'avons trouvé aucune de ses raisons comme une base convaincante pour s'écarter des politiques bien établies du Ministère d'une manière intentionnellement conçue pour éviter la supervision par la direction du Ministère de ses actions.

Le matin du 5 juillet 2016, Comey a contacté Lynch et Yates au sujet de son intention de faire une déclaration publique, mais ne l'a fait qu'après que le FBI en a informé la presse - en fait, le Département a appris la conférence de presse de Comey pour la première fois à partir d'une enquête médiatique, plutôt que du FBI. Lorsque Comey a appelé Lynch ce matin-là, il lui a dit qu'il n'allait pas l'informer de la teneur de son communiqué de presse prévu.

Alors que Lynch a demandé à Comey quel serait le sujet de la déclaration (Comey lui a dit en réponse qu'il s'agirait de l'enquête de Midyear), elle ne lui a pas demandé de lui dire ce qu'il avait l'intention de dire sur l'enquête de Midyear. Nous avons constaté que Lynch, ayant décidé de ne pas se récuser, conservait son autorité tant sur la décision finale de poursuite que sur la gestion par le Ministère de l'enquête de mi-année. En tant que tel, nous pensons qu'elle aurait dû instruire Comey



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

pour lui dire ce qu'il avait l'intention de dire à l'avance, et aurait dû en discuter avec Comey.

La déclaration publique de Comey a annoncé que le FBI avait terminé son enquête de mi-année, a critiqué Clinton et ses principaux collaborateurs comme étant "extrêmement imprudents" dans leur traitement des informations classifiées, a déclaré que le FBI recommandait au Département de refuser de poursuivre Clinton et a affirmé que "non procureur raisonnable" poursuivrait Clinton sur la base des faits développés par le FBI au cours de son enquête. Nous avons déterminé que la décision de Comey de faire cette déclaration était le résultat de sa conviction que lui seul avait la capacité de transmettre de manière crédible et autoritaire la justification de la décision de ne pas porter plainte contre Clinton, et qu'il devait tenir une conférence de presse pour protéger le Le FBI et le Département du préjudice extraordinaire qui, selon lui, aurait été causé s'il ne l'avait pas fait.

Nous avons conclu que l'annonce unilatérale de Comey était incompatible avec la politique du Département et violait la pratique et le protocole de longue date du Département en critiquant, entre autres, la conduite non accusée de Clinton. Nous avons également constaté que Comey avait usurpé l'autorité du procureur général et décrit de manière inadéquate et incomplète la situation juridique des procureurs du ministère.

Décision de déclinaison du ministère le 6 juillet

À la suite de la déclaration publique de Comey le 5 juillet, les procureurs de Midyear ont finalisé leur recommandation selon laquelle le Département refusait de poursuivre Clinton, ses principaux collaborateurs et les expéditeurs de courriels déterminés à contenir des informations classifiées. Le 6 juillet, les procureurs de Midyear ont informé Lynch, Yates, Comey, d'autres membres du département et de la direction du FBI, et les membres de l'équipe du FBI Midyear sur la base de la recommandation de déclinaison. Lynch a par la suite publié une brève déclaration publique selon laquelle elle a rencontré les procureurs et agents de carrière qui ont mené l'enquête et «a reçu et accepté leur recommandation unanime» de clore l'enquête sans inculpation.

Nous avons constaté que les procureurs avaient examiné cinq lois fédérales:

- 18 USC §§ 793 (d) et (e) (mauvaise gestion intentionnelle de documents ou d'informations relatives à la défense nationale);
- 18 USC § 793 (f) (suppression, perte, vol, abstraction ou destruction de documents ou d'informations relatifs à la défense nationale par négligence grave, ou omission de signaler une telle suppression, perte, vol, abstraction ou destruction);
- 18 USC § 1924 (retrait et conservation non autorisés de documents ou de matériel classifiés par des fonctionnaires); et
- 18 USC § 2071 (dissimulation, suppression ou mutilation de documents gouvernementaux).

Comme décrit dans le chapitre sept de notre rapport, les procureurs ont conclu que les preuves ne justifiaient aucune poursuite en vertu de l'une de ces lois pour diverses raisons, notamment que l'ancienne secrétaire Clinton et ses principaux collaborateurs n'avaient pas l'intention de communiquer des informations classifiées sur des systèmes non classés. L'élément essentiel à leur conclusion était que les e-mails en question ne comportaient pas de marquages de classification appropriés, que les expéditeurs s'abstenaient souvent d'utiliser des faits ou des termes classifiés spécifiques dans les e-mails et des e-mails rédigés avec soin pour tenter de «parler» d'informations classifiées, auxquelles les e-mails étaient envoyés d'autres représentants du gouvernement dans la poursuite

de leurs fonctions officielles, et que l'ancienne secrétaire Clinton s'est appuyée sur le jugement des employés du Département d'État pour traiter correctement les informations classifiées, entre autres faits.

Nous avons en outre constaté que la loi qui exigeait l'analyse la plus complexe de la part des procureurs était le paragraphe 793 (f) (1), la disposition relative à la «négligence grave» qui a fait l'objet d'une grande partie des critiques de la décision de refus. Comme nous le décrivons aux chapitres deux et sept de notre rapport, les procureurs ont analysé l'historique législatif du paragraphe 793 (f) (1), la jurisprudence pertinente et l'interprétation antérieure de la loi par le Ministère. Ils ont conclu que le paragraphe 793 (f) (1) exigeait vraisemblablement un état d'esprit «si grossier qu'il suggérait presque une intention délibérée», une insouciance criminelle ou «quelque chose qui est tout simplement loin d'être volontaire», ainsi que des éléments de preuve indiquant que les personnes qui ont envoyé des courriels contenant des informations classifiées ont «sciemment» inclus ou transféré ces informations sur des systèmes non classés.

L'équipe de Midyear a conclu que cette preuve faisait défaut. Nous avons constaté que cette interprétation de l'alinéa 793f) (1) était conforme à l'approche historique du Ministère dans des affaires antérieures sous une direction différente, y compris dans la décision de 2008 de ne pas



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

poursuivre l'ancien procureur général Alberto Gonzales pour mauvaise gestion de documents classifiés.

Nous avons analysé la décision de refus du Ministère selon la même norme analytique que nous avons appliquée aux autres décisions prises au cours de l'enquête. Nous n'avons pas substitué le jugement du BIG aux jugements rendus par le Département, mais plutôt cherché à déterminer si la décision reposait sur des considérations inappropriées, y compris un parti pris politique. Nous n'avons trouvé aucune preuve que les conclusions des procureurs étaient influencées par un parti pris ou d'autres considérations inappropriées; nous avons plutôt déterminé qu'elles étaient fondées sur l'évaluation des faits, du droit et des pratiques antérieures du ministère par les procureurs.

Nous avons donc conclu qu'il s'agissait de jugements d'ordre juridique et de principe comportant un pouvoir discrétionnaire de base en matière de poursuites et qu'il appartenait au Ministère de rendre.

Découverte en septembre 2016 d'emails sur le portable Weiner

Découverte des e-mails par le bureau extérieur du FBI à New York

En septembre 2016, le bureau extérieur du FBI à New York (NYO) et le bureau du procureur américain du district sud de New York (SDNY) ont commencé à enquêter sur l'ancien membre du Congrès Anthony Weiner pour sa relation en ligne avec un mineur. Un mandat de perquisition fédéral a été obtenu le 26 septembre 2016 pour l'iPhone, l'iPad et l'ordinateur portable de Weiner. Le FBI a obtenu ces appareils le même jour. Le mandat de perquisition autorisait le gouvernement à rechercher des preuves relatives aux crimes suivants: transmission de matériel obscène à un mineur, exploitation sexuelle des enfants et activités liées à la pornographie juvénile.

L'agent chargé du dossier Weiner a déclaré au BIG qu'il avait commencé à traiter les appareils de Weiner le 26 septembre et qu'il avait remarqué «en quelques heures» qu'il y avait «plus de 300 000 e-mails sur l'ordinateur portable». Il a déclaré que ce soir-là ou le lendemain matin, il avait vu au moins un message PIN BlackBerry entre Clinton et Abedin, ainsi que des courriels entre eux. Il a déclaré qu'il se rappelait avoir vu des courriels associés à «environ sept domaines», tels que yahoo.com, state.gov, clintonfoundation.org,

clintonemail.com et hillaryclinton.com. L'agent chargé du dossier a immédiatement informé sa chaîne de commandement de NYO, et l'information a finalement été informée au directeur adjoint en charge de NYO (ADIC) William Sweeney le 28 septembre.

Signalement des courriels au siège du FBI

Comme nous le décrivons au chapitre neuf de notre rapport, Sweeney a pris les mesures suivantes pour informer le siège du FBI de la découverte d'e-mails liés à Midyear sur l'ordinateur portable Weiner:

- Le 28 septembre, lors d'une téléconférence vidéo sécurisée (SVTC), Sweeney a rapporté que les agents d'enquête Weiner avaient découvert 141 000 e-mails sur l'ordinateur portable de Weiner potentiellement pertinents pour l'enquête de Midyear. Le BIG a déterminé que ce SVTC était dirigé par le directeur adjoint de l'époque, Andrew McCabe, et qu'environ 39 cadres supérieurs du FBI y auraient probablement participé. Comey n'était pas présent pour le SVTC.
- Sweeney a déclaré qu'il avait de nouveau parlé avec McCabe dans la soirée du 28 septembre. Sweeney a déclaré qu'au cours de cet appel, il avait informé McCabe que le personnel de NYO avait continué à traiter l'ordinateur portable et qu'ils avaient maintenant identifié 347 000 e-mails sur l'ordinateur portable.
- Sweeney a déclaré qu'il avait également appelé deux directeurs adjoints exécutifs (EAD) du FBI le 28 septembre et les avait informés que l'équipe chargée de l'affaire Weiner avait découvert des courriels pertinents pour l'enquête de Midyear. L'un des EAD a dit au BIG qu'il avait alors appelé McCabe, et que McCabe avait dit à l'EAD qu'il était au courant des courriels. L'EAD nous a dit que «[T] il n'y avait aucun doute dans mon esprit lorsque nous avons terminé cette conversation que [McCabe] comprenait la gravité de la découverte.»
- Sweeney a déclaré qu'il s'était également entretenu avec le directeur adjoint du FBI EW «Bill» Priestap les 28 et 29 septembre 2016. Des courriels indiquent qu'au cours de leur conversation du 29 septembre, ils ont discuté de la portée limitée du mandat de perquisition Weiner (*c'est à dire*, la nécessité d'obtenir une procédure juridique supplémentaire pour examiner tout courrier électronique lié à Midyear sur l'ordinateur portable Weiner).

Réponse initiale du siège du FBI

McCabe a déclaré au BIG qu'il considérait les informations fournies par Sweeney comme «un gros problème» et a déclaré qu'il avait chargé Priestap d'envoyer une équipe à New York pour examiner les e-mails sur l'ordinateur portable Weiner. McCabe a déclaré au BIG qu'il se rappelait avoir parlé à Comey du problème «juste au moment où [McCabe] en a eu connaissance». McCabe l'a décrit comme un «survol», où le Weiner



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

L'ordinateur portable était «comme l'un des éléments dont nous avons discuté».

Comey a déclaré qu'il se rappelait avoir été informé pour la première fois des courriels supplémentaires sur l'ordinateur portable Weiner à un moment donné au début d'octobre 2016, bien qu'il ait dit qu'il était possible que cela se soit produit fin septembre 2016. Comey a déclaré au BIG que ces informations «ne sont pas indexées.» Avec lui, qu'il a attribué à la manière dont les informations lui ont été présentées et au fait que «je ne sais pas si je savais que [Weiner] était marié à Huma Abedin à l'époque. »

Les SMS du directeur adjoint du FBI Peter Strzok indiquaient que lui, McCabe et Priestap avaient discuté de l'ordinateur portable Weiner le 28 septembre. Strzok a déclaré qu'il avait initialement prévu d'envoyer une équipe à New York pour examiner les e-mails, mais une conférence téléphonique avec NYO a été planifiée à la place. La conférence téléphonique a eu lieu le 29 septembre et cinq membres de l'équipe du FBI Midyear y ont participé. Les notes de la conférence téléphonique indiquent que les participants ont discuté de la présence d'un grand volume de courriels (350 000) sur l'ordinateur portable Weiner et de noms de domaine spécifiques, notamment clintonemail.com et state.gov. La SSA de Midyear a déclaré que NYO avait également mentionné avoir vu des e-mails de domaine BlackBerry sur l'ordinateur portable Weiner.

Des discussions supplémentaires ont eu lieu les 3 et 4 octobre 2016. Cependant, après le 4 octobre, nous n'avons trouvé aucune preuve que quiconque associé à l'enquête de Midyear, y compris toute l'équipe de direction du FBI

Le siège, a pris des mesures sur le problème de l'ordinateur portable Weiner jusqu'à la semaine du 24 octobre, puis ne l'a fait qu'après que l'agent chargé du dossier Weiner a exprimé ses inquiétudes à SDNY, ce qui a incité SDNY à contacter le Bureau du sous-procureur général (ODAG) le 21 octobre pour susciter des inquiétudes quant au manque d'action.

Réengagement du siège du FBI

Le vendredi 21 octobre, le procureur adjoint du SDNY, Joon Kim, a contacté l'ODAG et a été mis en contact avec le DAAG George Toscas, le plus haut fonctionnaire du département des carrières impliqué dans l'enquête de mi-année.

Par la suite, à la demande de Toscas, l'un des procureurs de Midyear a appelé Strzok. C'était le premier conversation que le FBI a eue avec les procureurs de Midyear au sujet de l'ordinateur portable Weiner.

Toscas a déclaré qu'il avait interrogé McCabe sur l'ordinateur portable Weiner le lundi 24 octobre, après une réunion de routine entre le FBI et la direction du département. McCabe nous a dit que cette interaction avec Toscas l'avait amené à suivre

avec l'équipe du FBI Midyear au sujet de l'ordinateur portable Weiner et d'appeler McCord à propos du problème.

Le 26 octobre, les membres de l'équipe NYO, SDNY et Midyear ont participé à une conférence téléphonique. L'équipe de Midyear du FBI a déclaré au BIG qu'elle avait appris de nouvelles informations importantes sur cet appel, en particulier: (1) qu'il y avait un grand volume d'e-mails sur l'ordinateur portable Weiner, en particulier le potentiel d'un grand nombre d'e-mails @ clintonemail.com; et (2) que la présence de données BlackBerry indiquait que les courriels des trois premiers mois de Clinton en tant que secrétaire d'État pouvaient être présents sur l'ordinateur portable. Cependant, comme nous le décrivons ci-dessus et au chapitre neuf de notre rapport, ces faits de base étaient connus du FBI le 29 septembre 2016.

L'équipe du FBI Midyear a informé McCabe des informations de la conférence téléphonique le soir du 26 octobre 2016. McCabe nous a dit qu'il estimait que la situation était «absolument urgente» et a proposé que l'équipe du FBI Midyear rencontre Comey le jour suivant.

Le 27 octobre à 5 h 20, McCabe a envoyé un e-mail à Comey déclarant que l'équipe de Midyear «avait trouvé des mesures supplémentaires qu'elle pensait devoir prendre», et recommandant de se réunir ce jour-là pour discuter des implications «si vous avez de la place sur votre calendrier. » Comey a déclaré qu'il ne savait pas sur quoi portait cet e-mail lorsqu'il l'a reçu et qu'il ne se souvenait pas initialement qu'il avait déjà été informé de la présence de l'ordinateur portable Weiner.

Nous avons constaté qu'au plus tard le 29 septembre, les dirigeants du FBI et l'équipe de Midyear du FBI avaient appris pratiquement tous les faits cités par le FBI fin octobre pour justifier l'obtention du mandat de perquisition pour l'ordinateur portable Weiner, y compris le fait que l'ordinateur portable contenait:

- Plus de 340000 e-mails, dont certains provenaient de domaines associés à Clinton, notamment state.gov, clintonfoundation.org, clintonemail.com et hillaryclinton.com;
- De nombreux courriels entre Clinton et Abedin;
- Un nombre inconnu de BlackBerry les communications sur l'ordinateur portable, y compris un ou plusieurs messages entre Clinton et Abedin, indiquant la possibilité que l'ordinateur portable contienne des communications des premiers mois du mandat de Clinton; et
- Courriels datés du début de 2007 et couvrant toute la période du mandat de Clinton en tant que secrétaire d'État.



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

Comme nous le décrivons au chapitre neuf de notre rapport, les explications qui nous ont été données pour l'incapacité du FBI à prendre des mesures immédiates sur l'ordinateur portable Weiner se répartissaient en quatre catégories générales:

- L'équipe du FBI Midyear attendait des informations supplémentaires sur le contenu de l'ordinateur portable de NYO, qui n'ont été fournies que fin octobre;
- L'équipe de Midyear du FBI ne pouvait pas examiner les courriels sans autorisation légale supplémentaire, telle qu'un consentement ou un nouveau mandat de perquisition;
- L'équipe du FBI Midyear et les hauts responsables du FBI ne pensaient pas que les informations sur l'ordinateur portable étaient susceptibles d'être significatives; et
- Des membres clés de l'équipe de mi-année du FBI avaient été réaffectés à l'enquête sur l'ingérence de la Russie dans les élections américaines, ce qui était une priorité plus élevée.

Nous avons trouvé que ces explications étaient des justifications peu convaincantes pour ne pas agir plus tôt, étant donné la conclusion de la direction du FBI sur l'importance de l'information et le fait que l'équipe de mi-année du FBI disposait d'informations suffisantes pour prendre des mesures début octobre et savait à ce moment-là qu'elle aurait besoin d'un nouveau mandat de perquisition pour examiner les courriels de Clinton-Abedin. De plus, étant donné les vastes ressources du FBI, le fait que Strzok et plusieurs autres membres du FBI de l'équipe de Midyear aient été affectés à l'enquête sur la Russie, qui a été extrêmement active pendant cette période de septembre et octobre, n'était pas une excuse pour ne pas agir pendant cette période sur l'ordinateur portable Weiner.

L'incapacité du FBI à agir fin septembre ou début octobre est encore moins justifiable si on la compare à l'attention et aux ressources que la direction du FBI et certains membres de l'équipe de Midyear ont consacrées à d'autres activités liées à l'enquête de Midyear au cours de la même période. Comme détaillé au chapitre huit, ces activités comprenaient:

- La préparation du discours de Comey à la conférence SAC du FBI le 12 octobre, un discours destiné à aider les SAC à « combattre » la désinformation sur la décision de refus du 5 juillet;
- La préparation et la distribution de points de discussion détaillés aux SAC du FBI à la mi-octobre afin, encore une fois, « d'équiper les gens qui vont en parler de toute façon avec les faits réels

et la perspective réelle [du FBI] sur [la déclinaison] »; et

- Un briefing pour les agents du FBI à la retraite organisé le 21 octobre pour décrire les décisions d'enquête prises au cours de l'année afin d'armer les anciens employés de faits afin qu'eux aussi puissent contrer « les mensonges et les exagérations ».

Lors de l'évaluation de la décision de donner la priorité à l'enquête sur la Russie plutôt qu'au suivi de la piste d'enquête liée à Midyear découverte sur l'ordinateur portable Weiner, nous étions particulièrement préoccupés par les messages texte envoyés par Strzok et Page qui pourraient indiquer ou donner l'impression que les décisions d'enquête qu'ils ont prises étaient influencées par des préjugés ou des considérations inappropriées. La plupart des SMS soulevant de telles questions concernaient l'enquête sur la Russie, et l'implication dans certains de ces SMS, en particulier le SMS du 8 août de Strzok (« nous allons empêcher » le candidat Trump d'être élu), était que Strzok pourrait être disposé à prendre des mesures officielles pour influencer sur les perspectives électorales d'un candidat à la présidentielle. Sous ces

Dans ces circonstances, nous ne savions pas que la décision de Strzok de donner la priorité à l'enquête sur la Russie par rapport au suivi de l'enquête menée en milieu d'année découverte sur l'ordinateur portable Weiner était exempte de parti pris.

Nous avons recherché des preuves que l'ordinateur portable Weiner avait été délibérément mis en veilleuse par d'autres membres du FBI pour protéger Clinton, mais nous n'avons trouvé aucune preuve dans les e-mails, les messages texte, les messages instantanés ou les documents suggérant un but inapproprié. Nous avons également pris note du fait que de nombreux autres cadres du FBI - y compris les quelque 39 qui ont participé au SVTC du 28 septembre - ont été informés de l'existence potentielle de courriels liés à Midyear sur l'ordinateur portable Weiner. Nous avons également noté que l'enquête sur la Russie était sous la supervision de Priestap - pour qui nous n'avons trouvé aucune preuve de partialité et qui était lui-même au courant du problème de l'ordinateur portable Weiner le 29 septembre. Cependant, nous n'avons pas non plus identifié d'explication cohérente ou convaincante pour le L'incapacité du FBI à agir pendant près d'un mois après avoir appris des e-mails potentiels liés à Midyear sur l'ordinateur portable Weiner.

L'inaction du FBI a eu des conséquences potentiellement considérables. Comey a déclaré au BIG que, s'il avait eu connaissance de l'ordinateur portable au début du mois d'octobre et avait pensé que l'examen des courriels électroniques aurait pu être terminé avant les élections, cela aurait pu affecter sa décision d'en informer le Congrès. Comey a déclaré au BIG: « Je ne sais pas [si] cela nous aurait mis dans un endroit différent, mais j'aurais voulu en avoir l'occasion. »



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

La décision de Comey de notifier le Congrès le 28 octobre

Suite au briefing de l'équipe du FBI Midyear le 27 octobre 2016, Comey a autorisé l'équipe Midyear à demander un mandat de perquisition, déclarant au BIG que «le volume d'e-mails» et la présence d'e-mails BlackBerry sur l'ordinateur portable Weiner étaient «deux très importants les faits.» Comme nous le décrivons au chapitre treize de notre rapport, McCabe s'est joint à cette réunion par téléphone mais a été invité à ne pas y participer, puis s'est retiré de l'enquête de Midyear le 1er novembre.

2016.

La question de la notification au Congrès du développement du portable Weiner a été soulevée pour la première fois lors du briefing du 27 octobre et, au cours des 24 heures suivantes, de nombreuses discussions supplémentaires ont eu lieu au sein du FBI. Comme nous le décrivons au chapitre dix de notre rapport, les facteurs pris en compte au cours de ces discussions comprenaient:

- La conviction de Comey que le fait de ne pas divulguer l'existence des courriels serait un acte de dissimulation;
- La croyance que Comey avait l'obligation de mettre à jour le Congrès parce que la découverte était potentiellement significative et a rendu son témoignage antérieur selon lequel l'enquête était close n'est plus vraie;
- Une hypothèse implicite que Clinton serait élu président;
- La peur que les informations fuient si le FBI ne les divulgue pas;
- La crainte que le fait de ne pas divulguer des informations entraînerait des accusations selon lesquelles le FBI avait «conçu une dissimulation» pour aider Clinton à se faire élire;
- Préoccupations concernant la protection de la réputation du FBI;
- Préoccupations concernant l'illégitimité perçue d'une présidence Clinton qui résulterait d'un défaut de divulgation de la découverte des e-mails s'ils s'avéraient importants;
- Préoccupations concernant l'impact électoral de toute annonce; et
- La croyance que l'examen des courriels ne pouvait pas être terminé avant l'élection.

À la suite de ces discussions du 27 octobre, Comey a décidé d'informer le Congrès de la découverte d'e-mails liés à Midyear sur l'ordinateur portable Weiner. Comey

nous a dit que, même s'il «croyait [d] très fermement que notre règle devrait être, nous ne commentons pas les enquêtes en cours» et que c'était une «norme très importante» pour le ministère d'éviter de prendre des mesures qui pourraient avoir un impact sur une situation imminente élection, il a estimé qu'il avait l'obligation de mettre à jour le Congrès parce que la découverte de courrier électronique était potentiellement très importante et que son témoignage antérieur n'était plus vrai.

Nous n'avons trouvé aucune preuve que la décision de Comey d'envoyer la lettre du 28 octobre ait été influencée par des préférences politiques. Au lieu de cela, nous avons constaté que sa décision était le résultat de plusieurs facteurs interdépendants qui étaient liés à sa crainte que ne pas envoyer la lettre nuirait au FBI et à sa capacité à la diriger, et à son opinion que le candidat Clinton allait remporter la présidence et qu'elle serait perçue comme une présidence illégitime si le public apprenait l'information pour la première fois après les élections. Bien que Comey nous ait dit qu'il «n'a pas pris cette décision parce que [il] pensait que cela fuirait autrement», plusieurs responsables du FBI nous ont dit que l'inquiétude concernant les fuites avait joué un rôle dans la décision.

Tout comme lors de son annonce du 5 juillet, nous avons constaté qu'en prenant cette décision, Comey s'est engagé dans une prise de décision ad hoc basée sur ses opinions personnelles, même si cela signifiait rejeter la politique ou la pratique de longue date du Ministère. Nous avons trouvé une explication peu convaincante de Comey sur les raisons pour lesquelles la transparence était plus importante que la politique et la pratique du Département en ce qui concerne l'enquête réactivée de Midyear, alors que, en revanche, la politique et la pratique du Département étaient plus importantes à suivre en ce qui concerne les enquêtes de la Fondation Clinton et de la Russie.

La description de Comey de son choix comme étant entre «deux portes», l'une étiquetée «parler» et l'autre étiquetée «dissimuler», était une fausse dichotomie. Les deux portes étaient en fait étiquetées «suivre la politique / pratique» et «s'écarter de la politique / pratique». Bien que nous reconnaissons que Comey faisait face à une situation difficile avec des choix peu attrayants, en procédant comme il l'a fait, nous avons conclu que Comey avait commis une grave erreur de jugement.

Discussions sur la direction du département et du FBI

Le 27 octobre, Comey a demandé à son chef d'état-major, James Rybicki, de contacter le département au sujet de son intention d'aviser le Congrès. Comme nous le décrivons au chapitre dix de notre rapport, Comey a déclaré au BIG qu'il avait décidé de demander à Rybicki d'informer le département plutôt que de contacter directement Lynch ou Yates parce qu'il ne voulait pas «les brouiller et que je voulais leur offrir le



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

opportunité de réfléchir et de décider s'ils voulaient y participer. » Rybicki et Axelrod se sont entretenus dans l'après-midi du 27 octobre et ont eu «une série d'appels téléphoniques» le reste de la journée. Rybicki a déclaré à Axelrod que Comey pensait qu'il avait l'obligation d'informer le Congrès de la présence de l'ordinateur portable afin de corriger une fausse impression que l'enquête de Midyear était close.

Lynch, Yates, Axelrod et leurs collaborateurs ont eu plusieurs discussions le même jour sur la question de savoir si Lynch ou Yates devraient appeler Comey directement, mais ont déclaré qu'ils avaient finalement décidé de faire communiquer Axelrod «la forte opinion que ni le DAG ni [AG] ne ressentait cette lettre devrait sortir. Yates nous a dit qu'ils craignaient que le contact direct avec Comey ne soit perçu comme un «armement fort» pour lui, et que sur la base de son expérience avec Comey, il était susceptible de «repousser fort» les commentaires de Lynch ou d'elle, surtout s'il acceptait leur contribution signifiait qu'il devait retourner auprès de son personnel et expliquer qu'il annulait sa décision. Elle a dit qu'elle considérait Rybicki comme la personne dont ils avaient besoin pour convaincre s'ils voulaient changer d'avis Comey. En conséquence, Axelrod a informé Rybicki le 27 octobre de la forte opposition du Ministère au projet de Comey d'envoyer une lettre.

Rybicki a rapporté à Comey que le Département «recommandait contre» la notification du Congrès et pensait que c'était «une mauvaise idée». Bien que Comey nous ait dit qu'il n'aurait pas envoyé la lettre si Lynch ou Yates lui avait dit de ne pas le faire, il a dit qu'il considérait leur réponse comme une simple recommandation et a interprété leur manque d'engagement direct comme disant "fondamentalement ... c'est en place à vous ... je pensais honnêtement qu'ils prenaient une sorte de sortie lâche. Le lendemain, 28 octobre, Comey a envoyé une lettre au Congrès déclarant, en partie, que «le FBI a appris l'existence de courriels qui semblent pertinents pour l'enquête [de mi-année]».

Comey, Lynch et Yates ont été confrontés à des choix difficiles à la fin d'octobre 2016. Cependant, nous avons trouvé extraordinaire que Comey ait estimé qu'il valait mieux que le directeur du FBI ne parle pas directement avec le procureur général et le sous-procureur général de la meilleure façon de naviguer dans ce et atténuer les torts qui en résultent, et que la décision de Comey a amené le procureur général et le sous-procureur général à conclure qu'il serait contre-productif de parler directement avec le directeur du FBI. Nous croyons qu'une communication ouverte et franche entre les dirigeants

Le Département et ses composantes sont essentiels au fonctionnement efficace du Département.

Messages texte et instantanés, utilisation de courriers électroniques personnels et divulgations abusives présumées d'informations non publiques

Messages texte et messages instantanés

Comme nous le décrivons au chapitre douze, au cours de notre examen, nous avons identifié des messages texte et des messages instantanés envoyés sur des appareils mobiles ou des systèmes informatiques du FBI par cinq employés du FBI affectés à l'enquête de mi-année. Ceux-ci comprenaient:

- Messages texte échangés entre Strzok et Page;
- Les messages instantanés échangés entre l'agent 1, qui était l'un des quatre agents de dossier de Midyear, et l'agent 5, qui était membre de l'équipe de filtrage; et
- Messages instantanés envoyés par l'avocat du FBI 2, qui a été affecté à l'enquête de mi-année.

Les messages texte et les messages instantanés envoyés par ces employés comprenaient des déclarations d'hostilité envers le candidat de l'époque Trump et des déclarations de soutien au candidat Clinton, et plusieurs semblaient mélanger des opinions politiques avec des discussions sur le milieu de l'année.

enquête.

Nous avons constaté que la conduite de ces cinq employés du FBI s'était discréditée, semait le doute sur le traitement par le FBI de l'enquête de Midyear et avait eu un impact sur la réputation du FBI. Bien que notre examen n'ait pas trouvé de preuves documentaires ou testimoniales reliant directement les opinions politiques exprimées par ces employés dans leurs SMS et messages instantanés aux décisions d'enquête spécifiques que nous avons examinées au chapitre cinq, la conduite de ces employés a jeté un nuage sur l'enquête de mi-année du FBI et a semé le doute sur le travail du FBI et sa gestion de l'enquête de Midyear. De plus, les dommages causés par leurs actions vont bien au-delà de la portée de l'enquête de Midyear et vont au cœur de la réputation du FBI pour la neutralité des faits et l'indépendance politique.

Nous avons été profondément troublés par les messages texte échangés entre Strzok et Page qui pourraient indiquer ou donner l'impression que les décisions d'enquête ont été influencées par des préjugés ou des considérations inappropriées. La plupart des SMS soulevant de telles questions concernaient l'enquête sur la Russie, qui ne faisait pas partie de cet examen. Néanmoins, lorsqu'un haut responsable du FBI, Strzok, qui aidait à diriger la Russie



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

enquête à l'époque, transmet dans un message texte à un autre haut responsable du FBI, Page, «Non. Non, il ne le fera pas. Nous allons l'arrêter » en réponse à sa question « [Trump] ne deviendra jamais président, n'est-ce pas? Non?! », Cela n'est pas seulement le signe d'un état d'esprit biaisé mais, plus sérieusement encore, cela implique une volonté de prendre des mesures officielles pour impacter les perspectives électorales du candidat à la présidentielle. Ceci est contraire aux valeurs fondamentales du FBI et du ministère de la Justice.

Nous ne remettons pas en question le fait que les employés du FBI qui ont envoyé ces messages ont droit à leurs propres opinions politiques. Cependant, nous pensons que l'utilisation de dispositifs du FBI pour envoyer les messages discutés dans le chapitre douze - en particulier les messages qui mêlent les discussions liées au travail et les commentaires politiques - impliquent potentiellement des dispositions du code d'infraction et des lignes directrices sur les sanctions du FBI. Au minimum, nous avons constaté que l'utilisation par les employés des systèmes et appareils du FBI pour envoyer les messages identifiés démontre un jugement extrêmement faible et un manque flagrant de professionnalisme. Nous renvoyons donc ces informations au FBI pour qu'il traite et examine si les messages envoyés par les cinq employés énumérés ci-dessus enfreignent le Code de conduite des infractions du FBI.

Utilisation du courrier électronique personnel

Comme nous le décrivons également au chapitre douze, nous avons appris au cours de notre examen que Comey, Strzok et Page utilisaient leurs comptes de messagerie personnels pour mener des activités du FBI.

Nous avons identifié de nombreux cas dans lesquels Comey a utilisé un compte de messagerie personnel pour mener des activités non classées du FBI. Nous avons constaté que, compte tenu de l'absence de situation d'urgence et de la fréquence d'utilisation du courrier électronique personnel, l'utilisation par Comey d'un compte de courrier électronique personnel pour une entreprise du FBI non classée n'était pas conforme à la politique du Ministère.

Nous avons constaté que Strzok a utilisé ses comptes de messagerie personnels pour les affaires officielles du gouvernement à plusieurs reprises, notamment en transférant un e-mail de son compte FBI à son compte de messagerie personnel concernant le mandat de perquisition proposé que l'équipe de Midyear recherchait sur l'ordinateur portable Weiner. Cet e-mail comprenait une ébauche de l'affidavit du mandat de perquisition, qui contenait des informations issues de l'enquête Weiner qui semblaient avoir été sous scellés à l'époque dans le district sud de New York et des informations obtenues conformément à une assignation à comparaître du grand jury émise dans le district oriental de Virginie dans l'enquête de mi-année. Nous renvoyons au FBI la question de savoir si l'utilisation par Strzok de comptes de messagerie personnels enfreignait les politiques du FBI et du Département.

Enfin, interrogée, Page nous a également dit qu'elle utilisait parfois des courriels personnels pour des questions liées au travail. Elle a déclaré qu'elle et Strzok utilisaient parfois ces forums pour des discussions liées au travail en raison des limitations techniques des téléphones émis par le FBI. Page a quitté le FBI le 4 mai 2018.

Divulgateur inappropriée d'informations non publiques

Comme nous le décrivons également au chapitre 12, parmi les questions que nous avons examinées figuraient des allégations selon lesquelles des employés du Ministère et du FBI auraient divulgué de manière inappropriée des informations non publiques concernant l'enquête de mi-année. Bien que la politique du FBI limite strictement les employés qui sont autorisés à parler aux médias, nous avons constaté que cette politique semblait avoir été largement ignorée pendant la période que nous avons examinée.

Nous avons identifié de nombreux employés du FBI, à tous les niveaux de l'organisation et sans raison officielle d'être en contact avec les médias, qui étaient néanmoins en contact fréquent avec les journalistes. Attachés à ce rapport en tant que pièces jointes E et F, vous trouverez deux tableaux de liens qui reflètent le volume de communications que nous avons identifié entre les employés du FBI et les représentants des médias en avril / mai et octobre 2016. Le personnel du FBI que nous avons découvert lors de notre examen.

En outre, nous avons identifié des cas où les employés du FBI ont mal reçu des avantages de la part des journalistes, y compris des billets pour des événements sportifs, des sorties de golf, des boissons et des repas, et l'admission à des événements sociaux non publics. Nous rendons compte séparément de ces

les enquêtes au fur et à mesure de leur conclusion, conformément à la Loi sur l'inspecteur général, aux autres lois fédérales applicables et à la politique du BIG.

Le préjudice causé par les fuites, la peur de fuites potentielles et une culture de contacts médiatiques non autorisés est illustré dans les chapitres dix et onze de notre rapport, où nous détaillons le fait que ces problèmes ont influencé les responsables du FBI qui conseillaient Comey sur les décisions d'enquête consécutives en octobre. 2016. Le FBI a mis à jour sa politique médiatique en novembre 2017, réaffirmant ses directives strictes concernant les contacts avec les médias et identifiant qui est tenu d'obtenir l'autorisation avant d'engager des membres des médias, et quand et où signaler les contacts avec les médias. Nous ne pensons pas que le problème vient de la politique du FBI, que nous avons trouvée claire et

non ambigu. Nous avons plutôt conclu que ces fuites mettent en évidence la nécessité de changer ce qui semble être une attitude culturelle chez de nombreux membres de l'organisation.



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

Problèmes de récusation

Ancien directeur adjoint Andrew McCabe: Comme nous le décrivons au chapitre treize, en 2015, l'épouse de McCabe, le Dr Jill McCabe, s'est présentée pour un siège au Sénat de l'État de Virginie. Au cours de la campagne, le comité de campagne du Dr McCabe a reçu d'importantes contributions monétaires et en nature, totalisant 675288 \$, soit environ 40% du total des contributions levées par le Dr McCabe pour sa campagne au Sénat, du Comité d'action politique (PAC) du gouverneur McAuliffe et du Parti démocratique de Virginie. De plus, le 26 juin,

2015, Hillary Clinton était la conférencière vedette lors d'une collecte de fonds en Virginie organisée par le Parti démocrate de Virginie et en présence du gouverneur McAuliffe.

Au moment où sa femme a cherché à se présenter au Sénat, McCabe était le directeur adjoint en charge du bureau extérieur du FBI à Washington (WFO) et a demandé des conseils en éthique aux responsables de l'éthique et aux avocats du FBI. Nous avons constaté que les responsables de l'éthique et les avocats du FBI n'avaient pas pleinement apprécié les implications potentielles importantes pour McCabe et le FBI des dons de campagne à la campagne du Dr McCabe. Le FBI n'a mis en œuvre aucun examen des dons de campagne pour évaluer les conflits potentiels ou les problèmes d'apparence qui pourraient découler des dons. Sur cette question, nous pensons que McCabe a fait ce qu'il était censé faire en informant les responsables du FBI des problèmes d'éthique et en sollicitant leurs conseils.

Après que McCabe soit devenu directeur adjoint du FBI en février 2016, McCabe a joué un rôle actif dans la supervision de l'enquête de mi-année et la surveillance de l'enquête de la Fondation Clinton, jusqu'à ce qu'il se soit récusé de ces enquêtes le 1er novembre 2016. McCabe s'est volontairement récusé le 1er novembre, à la demande de Comey, comme le résultat d'un article du 23 octobre dans le Wall Street Journal identifiant les dons substantiels du PAC de McAuliffe et du Virginia Democratic Party au Dr McCabe.

En ce qui concerne ces enquêtes, nous avons convenu avec le responsable de l'éthique du FBI que McCabe n'était à aucun moment tenu de se récuser sous les autorités compétentes. Cependant, la récusation volontaire est toujours autorisée avec l'approbation d'un superviseur ou d'un responsable de l'éthique, ce que McCabe a fait le 1er novembre. Si le FBI avait mis en place un système d'examen des dons de campagne au Dr McCabe, qui étaient publics en vertu de la loi de Virginie, les dons importants du PAC de McAuliffe et du Parti démocrate de Virginie peuvent avoir déclenché

examen des préoccupations d'apparence mêmes soulevées dans l'article du WSJ du 23 octobre. Enfin, nous avons également constaté que McCabe ne s'était pas entièrement conformé à cette récusation dans quelques

cas liés à l'enquête de la Fondation Clinton.

Ancien procureur général adjoint Peter Kadzik:

Au chapitre quatorze, nous avons constaté que Kadzik avait fait preuve d'un manque de jugement en ne se récusant pas des questions liées à Clinton en vertu des règlements d'éthique fédéraux avant le 2 novembre 2016. Kadzik n'a pas reconnu l'apparence d'un conflit qu'il a créé lorsqu'il a lancé un effort pour obtenir

l'emploi de son fils avec la campagne Clinton tout en participant aux discussions du département et communications sur les questions liées à Clinton.

Kadzik a également créé une apparence de conflit lorsqu'il a envoyé au président de la campagne Clinton et à un ami de longue date, John Podesta, le courriel «Attention» qui comprenait le calendrier de publication des courriels de l'ancienne secrétaire Clinton proposés au tribunal dans un FOIA litige sans savoir si les informations avaient déjà été déposées et rendues publiques. Sa volonté de le faire a soulevé une question raisonnable quant à sa capacité à agir de manière impartiale sur les questions liées à Clinton dans le cadre de ses fonctions officielles.

De plus, bien que la direction du Département ait décidé que Kadzik devait être retiré des questions liées à Clinton après avoir appris son courriel «Attention» à Podesta, nous avons constaté que Kadzik n'avait pas strictement respecté cette récusation. Enfin, étant donné que les informations gouvernementales contenues dans l'e-mail «Heads up» avaient en fait été rendues publiques, nous n'avons pas constaté que Kadzik avait divulgué des informations non publiques ou abusé de sa position officielle.

Annonces Twitter du FBI Records Vault

Comme nous le décrivons au chapitre quinze, le 1er novembre, 2016, en réponse à de multiples demandes de la FOIA, la Division de la gestion des dossiers du FBI (RMD) a publié des documents dans le coffre-fort du FBI, une page du site Web public du FBI, concernant la «Fondation William J. Clinton». Le compte Twitter @FBIRecordsVault a annoncé cette publication plus tard le même jour. Nous avons conclu que ces demandes avaient été traitées conformément aux procédures internes de RMD comme d'autres demandes de taille similaire, et n'avons trouvé aucune preuve que la réponse FOIA avait été accélérée ou retardée afin d'avoir un impact sur l'élection présidentielle de 2016. Nous n'avons également trouvé aucune preuve que des considérations politiques inappropriées aient influencé l'utilisation par le FBI du compte Twitter pour faire connaître le communiqué.



Résumé

Un examen des diverses mesures prises par le Bureau fédéral d'enquête et le ministère de la Justice avant l'élection de 2016

Recommandations

Notre rapport fait neuf recommandations au Ministère et au FBI pour les aider à résoudre les problèmes que nous avons identifiés dans cet examen:

- Nous recommandons que le Ministère et le FBI envisagent d'élaborer des directives qui identifient les risques associés et les solutions de rechange à l'autorisation d'un témoin d'assister à une entrevue volontaire avec un autre témoin (y compris en sa qualité de conseil).
 - Nous recommandons au Ministère d'envisager de préciser que, sauf dans les cas où la loi exige ou autorise la divulgation, un organisme d'enquête ne peut pas annoncer publiquement sa décision de mise en accusation recommandée avant de consulter le procureur général, le sous-procureur général, le procureur américain ou son délégué et ne peut procéder sans l'approbation de l'un de ces fonctionnaires.
 - Nous recommandons que le Ministère et le FBI envisagent d'adopter une politique traitant de l'opportunité pour les employés du Ministère de discuter de la conduite d'individus non inculpés dans des déclarations publiques.
 - Nous recommandons que le Ministère envisage de fournir des conseils aux agents et aux procureurs concernant la prise de mesures d'enquête manifestes, des mises en accusation, des annonces publiques ou d'autres mesures susceptibles d'avoir une incidence sur une élection.
 - Nous recommandons que le Bureau du sous-procureur général prenne des mesures pour améliorer la conservation et la surveillance des messages texte à l'échelle du Ministère.
 - Nous recommandons que le FBI ajoute une bannière d'avertissement à tous les téléphones et appareils mobiles du FBI afin d'aviser davantage les utilisateurs qu'ils n'ont aucune attente raisonnable en matière de confidentialité.
 - Nous recommandons que le FBI envisage (a) d'évaluer s'il a fourni une formation adéquate aux employés sur l'utilisation appropriée des messages texte et des messages instantanés, y compris les obligations de découverte connexes, et (b) de fournir des conseils supplémentaires sur les utilisations autorisées des appareils du FBI pour toute fin non gouvernementale, y compris des conseils sur l'utilisation des appareils du FBI pour les conversations politiques.
- Nous recommandons que le FBI examine si (a) il informe correctement les employés à la fois de sa politique de contact avec les médias et des règles d'éthique du Ministère relatives à l'acceptation de cadeaux, et (b) ses dispositions disciplinaires et ses sanctions sont suffisantes pour dissuader une telle conduite inappropriée.
 - Nous recommandons que les responsables de l'éthique du Ministère incluent l'examen des dons de campagne pour déceler d'éventuels problèmes de conflit lorsque les employés du Ministère ou leurs conjoints se présentent à des fonctions publiques.